



Hubert Wulfranc
Député de Seine-Maritime
Jean-Paul Lecoq
Député de Seine-Maritime
Sébastien Jumel
Député de Seine-Maritime



Céline Brulin
Sénatrice de la Seine-Maritime

Communiqué

8 janvier 2020

RETRAITES : VERROU AUTORITAIRE DU GOUVERNEMENT

Depuis plus d'un mois maintenant un mouvement social de grande ampleur contre le projet de réforme des retraites du Gouvernement agite le pays, suscitant des mouvements de grève massifs dans les transports et autres secteurs, et des manifestations d'ampleur, à la hauteur de la régression sociale qu'elle porte. Cette contestation est, selon les sondages, soutenue durablement par une majorité de français fermement opposée à cette réforme.

Si le premier ministre affirme être ouvert à la négociation avec les partenaires sociaux en indiquant vouloir les recevoir vendredi prochain pour déterminer le contenu d'une éventuelle conférence de financement, nous avons appris, par voie de presse, que deux projets de loi, l'une ordinaire, l'autre organique, seraient d'ores-et-déjà sur le bureau du Conseil d'Etat confirmant que l'essentiel du contenu de la réforme est déjà verrouillé.

Les Présidents de groupe de l'Assemblée nationale ont été informés le 7 janvier, que les deux textes seraient présentés en conseil des ministres le 24 janvier prochain puis soumis à l'Assemblée Nationale dès le 14 février dans le cadre d'une procédure accélérée, synonyme d'examen expéditif, avant son passage devant le Sénat.

Cette volonté de passer en force sur un projet qui entend remodeler en profondeur notre modèle de société illustre la fébrilité du Gouvernement qui est aujourd'hui empêtré dans un conflit social d'envergure dont les revendications sont partagées par une majorité de français.

Alors que l'apaisement et l'ouverture d'un véritable dialogue devraient être la priorité politique du Gouvernement, celui-ci a pris le parti de la fuite en avant en faisant preuve de provocation et en refusant d'examiner les propositions alternatives à son projet décrié.

A quelques heures d'une nouvelle grande journée de mobilisation intersyndicale contre le projet de réforme des retraites, il est encore temps, pour le premier ministre, de prendre la mesure de ce qui se passe dans le pays et de consacrer le temps nécessaire pour examiner sereinement toutes les options et choix possibles pour notre système de retraite et d'accepter de modifier son agenda politique afin de permettre une véritable négociation avec les partenaires sociaux et l'ensemble des représentants de la nation.

Contact presse : 06 29 69 28 88